

Afin de remettre sur rails la solution à deux États, il faudra envisager des mécanismes de sanctions contre Israël, et formaliser une contre-proposition euro-arabe dotée de leviers et offrant une sortie politique au-delà du simple cessez-le-feu.

Xavier Guignard, chercheur invité au Prince Saud Al Faisal Institute for Diplomatic Studies.

GAZA EN RUINES, PALESTINE EN DÉBAT : FAIRE L'ÉTAT DANS L'INCERTITUDE

La bande de Gaza arrive au terme d'une guerre, reconnue comme génocidaire par les organisations non gouvernementales et internationales compétentes, dans un état de destruction matérielle et humaine que même les observateurs les plus pessimistes n'avaient pas anticipé. Les évaluations onusiennes et celles de la Banque mondiale convergent : plus de 70 % du bâti est détruit ou gravement endommagé, l'économie locale a été littéralement pulvérisée, et près de deux millions d'habitants (sur un peu plus de 2,2 millions) ont été déplacés au moins une fois. Le nombre de morts directs et indirects de la guerre n'est pas encore pleinement connu, même si le chiffre de 67 000 morts est régulièrement cité. La destruction n'est pas uniquement matérielle : elle est aussi sociale et politique. Les hôpitaux, qui formaient l'un des rares secteurs relativement performants à Gaza avant la guerre, ainsi que les infrastructures de santé ont été réduits à néant ou presque. L'effondrement des réseaux d'eau et d'électricité place la population dans une dépendance totale à l'aide extérieure.

La reconstruction, évaluée à 53 milliards de dollars selon le scénario de la Ligue arabe, devient elle-même un champ de bataille. Les bailleurs (États du Golfe, Union européenne, agences onusiennes) ne veulent pas financer un Gaza où les structures du Hamas resteraient actives et en l'absence d'un horizon politique, tandis qu'une partie de la population gazaouie refuse l'idée d'une reconstruction imposée de l'extérieur. À cette contradiction s'ajoute l'absence d'un dispositif logistique stable : routes détruites, accès contrôlés par Israël, points d'entrée limités.

Cette guerre a également accéléré des dynamiques qui dépassent largement le face-à-face israélo-palestinien. Elle a mis à nu la fragilité de l'architecture régionale – l'Égypte sous pression humanitaire, la Jordanie au bord de la rupture sociale, le Qatar et l'Arabie saoudite engagés dans une diplomatie à plusieurs vitesses, les Émirats cherchant à préserver les acquis des Accords d'Abraham. Dans ce paysage instable, l'offensive diplomatique autour de la reconnaissance de l'État de Palestine apparaît comme l'un des rares domaines où l'international et le régional convergent. Ce n'est cependant pas un surgissement inédit, mais le troisième acte d'une longue histoire diplomatique qui précède largement l'Occident. Au-delà de son effet d'annonce et d'entraînement, la logique de la reconnaissance souligne en creux le poids de l'agenda israélo-américain dans la conception du « jour d'après ».

L'AVANCÉE LIMITÉE D'UNE RECONNAISSANCE OCCIDENTALE

La première vague de reconnaissance de la Palestine, entre 1988 et 1993, suit la proclamation d'indépendance de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) à Alger. Elle émane massivement d'Afrique, d'Asie et du monde arabe et instaure la Palestine comme sujet politique dans le système international, malgré l'absence de souveraineté territoriale. La deuxième vague, entre 2010 et 2012, est portée par l'Amérique latine – Brésil, Argentine, Chili –, puis par l'ensemble du Cône sud, et culmine avec le vote de l'Assemblée générale des Nations unies de novembre 2012, qui confère à la Palestine

le statut d'État observateur non-membre. Ces deux moments ont bâti une reconnaissance quasi mondiale : plus d'une centaine d'États avaient déjà officialisé leurs positions bien avant que l'Europe ne s'en saisisse.

La vague actuelle est donc moins une nouveauté qu'un rattrapage. Elle reflète l'entrée tardive de l'Europe occidentale dans un cadre que le Sud global avait déjà consolidé depuis plus de 30 ans. Elle s'inscrit surtout dans une trajectoire diplomatique structurée pour répondre à des mois d'inaction, voire de soutien, face au génocide à Gaza. L'annonce d'une Coalition internationale pour la mise en œuvre de la solution à deux États en septembre 2024, puis la déclaration de New York adoptée en juillet 2025 dans le cadre de l'initiative franco-saoudienne, tentent de combler l'absence européenne et arabe de ce dossier, pris en main par les États-Unis. Dans cette architecture, la reconnaissance n'est pas une fin mais un instrument : créer un horizon politique après la guerre, contenir les risques régionaux, et offrir un levier pour avancer vers l'établissement d'un État de Palestine et une intégration régionale d'Israël.

En parallèle, un autre texte cherche à s'imposer dans la discussion sur « le jour d'après ». Le document en 20 points présenté par Donald Trump le 29 septembre 2025 ressuscite et radicalise l'esprit de son initiative de 2020, « Peace to Prosperity ». Il propose un État palestinien sans continuité territoriale, sans souveraineté effective, et enchâssé dans une carte où l'annexion israélienne est normalisée. Son idée d'une « Riviera à Gaza » de février 2025 n'y apparaît cependant pas, même si l'esprit affairiste de cette proposition se retrouve dans son initiative.

Entre ces deux pôles – la reconnaissance diplomatique portée par un front inédit France-Arabie saoudite, et les plans alternatifs qui réduisent l'État palestinien à une forme creuse – se joue la bataille pour définir ce que pourrait être, matériellement et politiquement, le « jour d'après ».

L'ARCHITECTURE DE TRUMP CONTRE LA DIPLOMATIE MULTILATÉRALE

La Déclaration de New York, adoptée en juillet 2025 à l'issue d'une conférence coprésidée par la France et l'Arabie saoudite, pose les bases d'un cadre multilatéral inédit. Pour la première fois, un groupe représentatif d'États arabes se range publiquement derrière un principe central : la démilitarisation du Hamas dans le cadre d'un processus politique global, combinant une transition sécuritaire et une reconstruction. Cet engagement arabe, porté notamment par Riyad, Le Caire et Amman, marque une rupture avec la position antérieure, qui considérait la question du Hamas comme un problème interne palestinien.

La Déclaration appelle également à la formation d'un gouvernement palestinien unifié, à des élections générales (présidentielles et législatives) dans un délai d'un an, ainsi qu'à la mise en place d'un mécanisme international de stabilisation à Gaza après le retrait des forces israéliennes. Elle réaffirme la référence aux lignes de 1967, condamne explicitement la colonisation et inscrit la reconnaissance de l'État palestinien dans une trajectoire politique « nécessaire à la paix ». Elle repose néanmoins

La Cisjordanie occupe une place centrale dans la perspective d'un État palestinien, sauf dans le plan Trump qui semble avaliser l'accélération du contrôle israélien

sur une faiblesse majeure, l'absence de pouvoir contraignant sur Israël – qui l'a d'ailleurs rejetée.

En face, l'annonce de Trump de septembre propose une architecture qui diverge radicalement tant dans son esprit que dans sa méthode. Contrairement à certaines spéculations médiatiques plus anciennes, le plan ne retient pas l'idée de réaménager Gaza en zones hôtelières ; il se concentre sur une séquence politique et sécuritaire en deux temps, visant à cadrer le « jour d'après », tout en minimisant la souveraineté palestinienne.

La première phase est décrite comme une période de stabilisation immédiate et de cessez-le-feu. Elle repose sur l'arrêt des combats, la libération simultanée d'otages israéliens et de prisonniers palestiniens, le retrait partiel mais conditionnel des forces israéliennes de la bande de Gaza et la fourniture d'aide humanitaire à la population palestinienne. Cette étape est présentée comme un prérequis non négociable, laissant 58 % de Gaza sous le contrôle militaire israélien. Le retrait s'accompagne du maintien du contrôle israélien sur les frontières terrestres, l'espace aérien et plusieurs points stratégiques à l'intérieur de la bande.

La seconde phase, censée ouvrir la voie à la reconstruction et à la gouvernance, reste volontairement vague. Trump évoque un mécanisme international de financement, une participation potentielle d'États arabes à un dispositif de sécurité, et la création d'une structure d'administration palestinienne « réformée », mais sans garantir ni l'unité territoriale, ni l'émergence d'un gouvernement doté d'une souveraineté réelle. Rien n'est dit sur la continuité territoriale entre Gaza et la Cisjordanie, ni sur le statut des colonies ou des zones C. Cette indétermination, ajoutée au maintien d'un contrôle sécuritaire israélien à long terme, donne à cette seconde phase l'apparence d'une transition politique différée, encore plus conditionnelle que dans le plan Trump de 2020.

Face à la Déclaration de New York, qui cherche à arrimer la séquence post-guerre à un horizon de souveraineté, le plan Trump de septembre 2025 opère presque en contre-champ : il propose une stabilisation sécuritaire immédiate, mais renvoie toute question institutionnelle à une phase ultérieure, indéfinie et potentiellement interminable. Entre une démarche multilatérale qui tente de créer les conditions d'un État palestinien fonctionnel et une approche américano-israélienne qui subordonne l'idée même d'État à un contrôle sécuritaire durable, la tension structurelle est évidente. C'est dans cet écart, entre une solution territoriale pensée comme un droit et une solution conçue comme une concession, que se joue la définition même du « jour d'après ».



Poste de contrôle israélien à Tulkarm dans le cadre des opérations militaires israéliennes en vue de la démolition planifiée de logements. Cisjordanie, juillet 2025./NASSER ISHTAYEH/SOPA IMAGES/ LIGHTROCKET VIA GETTY IMAGES

CISJORDANIE : ABSENTE DU PLAN TRUMP, MAIS AU COEUR DE LA STRATÉGIE ISRAËLIENNE

La Cisjordanie occupe une place centrale dans la perspective d'un État palestinien, sauf dans le plan Trump qui semble avaliser l'accélération du contrôle israélien sur cette région. Alors que Gaza concentrait l'attention internationale, la colonisation en Cisjordanie s'est intensifiée à un rythme sans précédent. Fin 2024, on comptait 503 732 colons en Cisjordanie et 233 600 à Jérusalem-Est, soit plus de 737 000 au total, répartis dans 147 colonies et 224 avant-postes. Cette présence a été accompagnée d'une hausse spectaculaire des violences commises par les colons : entre octobre 2023 et décembre 2024, l'ONU a recensé au moins 1 860 attaques contre des Palestiniens (en moyenne quatre par jour), une dynamique sans équivalent depuis 20 ans.

Cette spirale est renforcée par une politique de construction agressive : en 2024, 28 872 unités de logement supplémentaires ont été annoncées aux colons, dont près de 19 000 à Jérusalem-Est. Les confiscations de terres se sont poursuivies : le Bureau central palestinien des statistiques estime qu'environ 4 600 hectares ont été déclarés « terres d'État » ou séquestrés par Israël en 2024. À cela s'ajoute l'expansion des avant-postes : leur nombre est passé d'environ 128 en 2022 à 178 fin 2024, soit une hausse de 40 % en deux ans.

L'une des évolutions les plus préoccupantes concerne l'armement des colons. Depuis octobre 2023, le ministère israélien de la Sécurité nationale, dirigé par Itamar Ben Gvir, a élargi les critères d'accès aux permis d'armes et mis en place des filières d'approvisionnement accélérées. Après le 7 octobre, Israël a délivré 100 000 nouveaux permis de port d'arme (contre 150 000 existants). 86 % des localités les plus armées sont les colonies de Cisjordanie. En parallèle, 150 000 armes de guerre ont été distribuées aux Comités de sécurité civile dans les colonies, ainsi qu'aux groupes paramilitaires des colonies, les Forces de réponses rapides (*kitat konenut*).

Certaines de ces distributions ont ciblé directement les avant-postes les plus violents, notamment dans les zones de Massafer Yatta, Naplouse et la vallée du Jourdain. Plusieurs vidéos diffusées par le ministère lui-même mettent en scène Ben Gvir remettant des fusils semi-automatiques à des habitants d'avant-postes, brandis comme des mesures de « protection », mais interprétées par de nombreux acteurs internationaux comme une incitation à l'armement dans un contexte de domination. Cette distribution intervient au moment même où la population palestinienne, elle, fait face à une répression accrue : à l'été 2025, 10 550 Palestiniens étaient détenus par Israël pour des motifs de sécurité, dont 3 563 en détention administrative, sans inculpation.

Au même moment, l'Autorité nationale palestinienne traverse une crise profonde de légitimité. Sans avoir organisé des élections depuis près de 20 ans, affaiblie par la guerre à Gaza, contestée dans les rues de Cisjordanie, elle peine à maintenir une présence effective dans certaines zones. La montée de groupes armés locaux dans le nord de la Cisjordanie illustre l'érosion de l'ordre politique institutionnel.

Ces dynamiques convergent vers un paradoxe : la Cisjordanie est présentée dans les arènes diplomatiques comme la colonne vertébrale d'un futur État palestinien, mais elle est simultanément transformée en un espace de discontinuité, de militarisation croissante des colons, et de rétrécissement institutionnel palestinien. Chaque route de contournement, chaque avant-poste légalisé, chaque arme distribuée à des civils israéliens dans les territoires occupés contribuent à faire de la promesse diplomatique de souveraineté une promesse peu tangible.

L'ABSENCE DE PERSPECTIVE POST-NÉTANYAHOU

L'après-guerre à Gaza s'inscrit, en Israël, dans un moment de fragilité politique rarement atteint depuis la création de l'État. La crise ouverte par les attaques terroristes du 7 octobre 2023 n'a pas seulement porté un coup à la réputation de l'armée et des services de renseignement : elle a fissuré durablement la société israélienne (et accentué la marginalisation de sa minorité palestinienne) et a remis en question la légitimité du premier ministre Benjamin Nétanyahou. Si ce dernier a réussi à se maintenir à la tête de la coalition entre 2023 et 2025, c'est en grande partie grâce au soutien indispensable de l'extrême droite religieuse et nationaliste, en particulier Bezalel Smotrich et Ben Gvir, dont les agendas idéologiques pèsent désormais lourdement sur les décisions sécuritaires et diplomatiques.

Sur le plan intérieur, la confiance de l'opinion publique dans le gouvernement reste durablement érodée. Plus de 70 % des Israéliens estiment que Nétanyahou porte une responsabilité directe dans les défaillances du 7 octobre ; une majorité se dit favorable à de nouvelles élections une fois la guerre terminée. Pourtant, aucune alternative évidente n'émerge : la coalition de centre-droit menée par Benny Gantz et Yair Lapid reste handicapée par ses divisions internes et par le fait qu'elle n'a pas de programme clair sur la question palestinienne. Plusieurs enquêtes d'opinion montrent qu'en cas d'élections anticipées, le bloc nationaliste-religieux conserverait une influence majeure, même sans Nétanyahou.

Sur le plan sécuritaire, Israël sort de la guerre avec une armée profondément marquée et dont le moral, les capacités de réserve et la cohésion institutionnelle ont été affectés. Le rapport Winograd, publié partiellement en 2024, ainsi que les commissions de contrôle interne de la Knesset, ont mis en évidence des failles graves : sous-financement des unités de renseignement, dépendance excessive aux technologies de surveillance, communication déficiente entre les échelons militaires et politiques. Plusieurs généraux à la retraite ont parlé d'« échec stratégique matriciel », soulignant que l'armée avait été entraînée dans une guerre longue sans vision politique claire.

Dans ce contexte, la coalition au pouvoir a durci sa doctrine sécuritaire. Smotrich, en charge de parties significatives de l'administration civile en Cisjordanie, a plaidé en 2025 pour une « normalisation de l'annexion » de la zone C, encourageant ouvertement la légalisation d'avant-postes et la consolidation de la présence civile juive dans des secteurs stratégiques, y compris la zone

EI à Jérusalem, ligne rouge même pour son allié américain. Ben Gvir, ministre de la Sécurité nationale, a renforcé les pouvoirs des unités de police et étendu les critères d'accès aux permis d'armes.

Sur le plan régional, Israël traverse aussi une phase de remise en cause des certitudes pré-2023. Les relations avec l'Égypte, un allié historique et un partenaire sécuritaire de premier plan, se sont tendues autour de la question du passage de Rafah et de la gestion humanitaire ; les relations avec la Jordanie sont plus dégradées qu'à tout autre moment depuis le traité de paix de 1994, en raison de l'afflux de réfugiés potentiels et de la colère populaire jordanienne face à la guerre. Les accords d'Abraham, quant à eux, ont survécu mais se trouvent fragilisés : les EAU et Bahreïn ont critiqué l'ampleur de l'opération à Gaza, tandis que la normalisation israélo-saoudienne, envisagée avant octobre 2023, a été repoussée *sine die*.

Dans ce paysage, l'avenir politique de Nétanyahou reste incertain. Son procès pour corruption, suspendu pendant certaines phases de la guerre, mais toujours en cours en 2025, plane sur la vie politique. S'il demeure une figure incontournable, il est aussi devenu, pour beaucoup, un obstacle à la stabilisation du pays et contribue à sa fragmentation sociale. Un changement de gouvernement, pourtant, ne garantirait pas une rupture stratégique : les principaux partis d'opposition partagent une conception de la sécurité centrée sur le contrôle durable de Gaza et la colonisation de la Cisjordanie, et restent majoritairement hostiles à la création d'un État palestinien souverain.

L'après-guerre, pour Israël, se dessine ainsi comme un moment de transition ambigu : il révèle une société fracturée, un leadership contesté, une armée éprouvée, mais aussi une continuité idéologique forte autour du refus d'une souveraineté palestinienne pleine et entière. Pour la communauté internationale, cela signifie que les marges de manœuvre israéliennes ne dépendent pas seulement de Nétanyahou, mais d'un consensus profond, enraciné dans la peur, le calcul sécuritaire et la fragmentation interne des élites. C'est cette combinaison qui déterminera la forme – ou l'absence – d'un compromis politique dans les années à venir.

CONCLUSION

Le plan Trump de septembre 2025 s'impose comme la réponse la plus alignée sur les préférences du gouvernement israélien : il marginalise la Cisjordanie, évite toute définition d'un horizon politique clair, et propose à Gaza un cessez-le-feu dépourvu d'architecture de reconstruction ou de gouvernance. Et pourtant, elle avance presque sans opposition : ni les puissances arabes, préoccupées par la stabilisation régionale, ni les capitales européennes, divisées et prudentes, ne veulent la contredire frontalement.

Afin de remettre sur rails la solution à deux États, la reconnaissance internationale ne suffit pas. Il faudra envisager des mécanismes de sanctions contre Israël, dont les dirigeants répètent leur opposition à un État palestinien, et formaliser une contre-proposition euro-arabe dotée de leviers et offrant une sortie politique au-delà du simple cessez-le-feu./